

F. 84 — 616

**1er MARS 1984. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française portant certaines dispositions statutaires relatives aux fonctions spécialisées dans les services de l'Exécutif de la Communauté française**

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment l'article 6, modifié par l'arrêté royal du 17 septembre 1969;

Vu l'avis du Comité de consultation syndicale des Services de l'Exécutif de la Communauté française;

Vu l'avis du Conseil de direction;

Vu l'accord de Notre Ministre-Président chargé de la Fonction publique au sein de l'Exécutif de la Communauté française;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 février 1982, réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Considérant que l'exercice des compétences dévolues à l'Exécutif de la Communauté française par l'article 87 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles implique qu'il prenne des dispositions statutaires particulières ou complémentaires analogues à celles qui existent dans la plupart des ministères et particulièrement dans les départements d'origine du personnel transféré;

Vu l'avis du Conseil d'Etat du 2 août 1983 duquel ressort l'habilitation de l'Exécutif de la Communauté française à prendre les dispositions statutaires visées par le présent arrêté;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1976, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi ordinaire du 9 août 1980;

Vu l'urgence motivée par le fait que Notre Exécutif de la Communauté française a fixé le 12 octobre 1983 le cadre organique du personnel de ses Services et que le fonctionnement de ceux-ci requiert la mise en œuvre des procédures devant permettre de pourvoir les emplois prévus au titre des fonctions spécialisées au sein des Services de l'Exécutif de la Communauté française;

Sur la proposition de Notre Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française et vu la délibération de l'Exécutif du 28 février 1984,

Arrêtons :

**PARTIE Ier. — Création de grades**

**Article 1er.** Dans les Services de l'Exécutif de la Communauté française sont créés :

a) au rang 14 :

le grade de premier conseiller des services sportifs;

b) au rang 13 :

les grades de conseiller au patrimoine culturel, conseiller littéraire, conseiller théâtral, conseiller pour la promotion des arts plastiques, conseiller pour la promotion musicale, conseiller pour la promotion cinématographique, conseiller chargé du contrôle et de la coordination des activités de promotion et de diffusion artistiques, inspecteur en chef;

c) au rang 12 :

le grade d'inspecteur principal-chef de service;

d) au rang 11 :

les grades d'inspecteur principal de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air, inspecteur principal pour la culture, premier attaché au patrimoine culturel, premier attaché littéraire, premier attaché théâtral, premier attaché pour la promotion des arts plastiques, premier attaché pour la promotion musicale, premier attaché pour la promotion cinématographique, premier attaché chargé du contrôle et de la coordination des activités de promotion et de diffusion artistiques;

e) au rang 10 :

les grades d'inspecteur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air, inspecteur pour la culture, attaché au patrimoine culturel, attaché littéraire, attaché théâtral, attaché pour la promotion des arts plastiques, attaché pour la promotion musicale, attaché pour la promotion cinématographique, attaché chargé du contrôle et de la coordination des activités de promotion et de diffusion artistiques.

**PARTIE II. — Grades et conditions de recrutement dans les fonctions spécialisées des Services de l'Exécutif de la Communauté française**

**CHAPITRE 1er. — Définitions**

**Art. 2. § 1er.** Pour l'application de la présente partie II, sont considérés comme grade de recrutement aux fonctions spécialisées dans les Services de l'Exécutif de la Communauté française, les grades suivants :

Attaché au patrimoine culturel;

Attaché littéraire;

Attaché théâtral;

Attaché pour la promotion des arts plastiques;

Attaché pour la promotion musicale;

Attaché pour la promotion cinématographique;

Attaché chargé du contrôle et de la coordination des activités de promotion et de diffusion artistiques;

Inspecteur pour la culture;

Inspecteur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air;

Conseiller adjoint (Service de la jeunesse de la Direction générale de la culture — Direction d'administration de la jeunesse et de l'éducation permanente).

Ces fonctions sont soustraites aux droits de priorité accordés par la loi du 3 août 1919 - 27 mai 1947.

§ 2. Notre Ministre-Membre de l'Exécutif de la Communauté française qui a le personnel dans ses attributions est dénommé ci-après le Ministre.

**CHAPITRE 2**

*Du recrutement, du stage et de la nomination définitive*

**Art. 3. § 1er.** Nul ne peut être admis au stage en vue de la nomination à l'une des fonctions spécialisées visées à l'article 2 du présent arrêté s'il ne remplit les conditions fixées à l'article 16, alinéa 1er, 1° à 4°, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, tel que modifié, ainsi que les conditions suivantes :

1. Etre physiquement apte au sens de l'arrêté royal du 1er décembre 1964, relatif à la vérification des aptitudes physiques requises des candidats à certains emplois publics;

2. a) Pour la fonction d'attaché au patrimoine culturel :

1° être porteur du diplôme de licencié en histoire de l'art et archéologie et justifier de cinq années d'expérience utile en rapport avec la fonction à conférer;

2° être porteur du diplôme d'ingénieur-architecte et justifier de cinq années d'expérience utile en rapport avec la fonction à conférer;

ou, à défaut :

3° être porteur du diplôme d'architecte et justifier de huit années d'expérience utile en rapport avec la fonction à conférer.

b) Pour la fonction d'attaché littéraire et d'attaché théâtral :

1° être porteur d'un diplôme de licencié en philologie romane, classique, ou germanique et justifier de cinq années d'expérience utile en rapport avec la fonction à conférer;

ou, à défaut :

2° être porteur d'un diplôme de licencié en droit et justifier de cinq années d'expérience utile en rapport avec la fonction à conférer;

ou, à défaut :

3° être porteur d'un diplôme ou certificat homologué ou agréé d'enseignement secondaire supérieur et justifier de huit années d'expérience utile en rapport avec la fonction à conférer.

c) Pour la fonction d'attaché pour la promotion des arts plastiques :

1° être porteur d'un diplôme de licencié en histoire, histoire de l'art et archéologie ou de philosophie et lettres et justifier de cinq années d'expérience utile en rapport avec la fonction à conférer;

ou, à défaut :

2° être porteur d'un diplôme ou certificat homologué ou agréé d'enseignement secondaire supérieur et justifier de huit années d'expérience utile en rapport avec la fonction à conférer.

d) Pour la fonction d'attaché pour la promotion musicale :

1° être porteur d'un diplôme universitaire portant sur quatre années d'études et comportant une spécialisation en musicologie et justifier de cinq années d'expérience utile en rapport avec la fonction à conférer;

ou, à défaut :

2° être porteur d'un diplôme ou certificat homologué ou agréé d'enseignement secondaire supérieur et justifier de huit années d'expérience utile en rapport avec la fonction à conférer;

e) Pour la fonction d'attaché pour la promotion cinématographique :

1° être titulaire d'un diplôme donnant accès aux emplois du niveau 1 des agents de l'Etat et justifier de cinq années d'expérience utile en rapport avec la fonction à conférer;

ou

2° être porteur d'un diplôme délivré soit par une école classée au 3e degré de l'enseignement technique supérieur ou possédant le cycle long de l'enseignement supérieur comportant une spécialisation dans le domaine du cinéma, soit par une école artistique supérieure comportant une spécialisation dans le domaine du cinéma et justifier de cinq années d'expérience utile en rapport avec la fonction à conférer;

ou, à défaut :

3° être porteur d'un diplôme ou certificat homologué ou agréé d'enseignement secondaire supérieur et justifier de huit années d'expérience utile en rapport avec la fonction à conférer.

f) Pour la fonction d'attaché chargé du contrôle et de la coordination des activités de promotion et de diffusion artistiques :

1° être titulaire d'un diplôme donnant accès aux emplois du niveau 1 des agents de l'Etat et justifier de cinq années d'expérience utile en rapport avec la fonction à conférer;

ou, à défaut :

2° être porteur d'un des diplômes prévus à l'article 4, 4°, de la loi du 22 juillet 1953, créant un Institut des Réviseurs d'entreprises, modifiée par la loi du 10 juillet 1956, ou par les arrêtés pris en exécution de cette loi et justifier de cinq années d'expérience utile en rapport avec la fonction à conférer.

g) Pour la fonction d'inspecteur pour la culture :

1° être titulaire d'un diplôme donnant accès aux emplois du niveau 1 des agents de l'Etat et justifier de cinq années d'expérience utile en rapport avec la fonction à conférer;

ou, à défaut :

2° être porteur d'un diplôme ou certificat homologué ou agréé d'enseignement secondaire supérieur et justifier de huit années d'expérience utile en rapport avec la fonction à conférer.

h) Pour la fonction d'inspecteur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air :

1° être porteur d'un diplôme de licencié en éducation physique et justifier de cinq années d'expérience utile en rapport avec la fonction à conférer;

ou, à défaut :

2° être porteur du diplôme d'agréé de l'enseignement secondaire inférieur (section éducation physique) et justifier de huit années d'expérience utile en rapport avec la fonction à conférer.

i) Pour la fonction de conseiller adjoint (Service de la jeunesse de la Direction générale de la Culture) - Direction d'administration de la jeunesse et de l'Education permanente :

1° être titulaire d'un diplôme donnant accès aux emplois du niveau I des agents de l'Etat et justifier de cinq années d'expérience utile en rapport avec la fonction à conférer.

§ 2. Le Ministre détermine l'expérience utile qui contribue à assurer la formation requise pour la fonction à conférer et définit les modalités suivant lesquelles cette expérience utile est prouvée.

Art. 4. Les candidats sont admis au stage par le Ministre. Celui-ci prend, au préalable, l'avis de la Commission chargée d'examiner les titres, les capacités et les aptitudes des candidats.

Cette Commission soumet au Ministre un avis motivé dans le délai d'un mois à compter de la date à laquelle le Ministre a sollicité cet avis.

La Commission désignée ci-avant est composée comme suit :

— le président :

le Secrétaire général des Services de l'Exécutif de la Communauté française;

— le vice-président :

le Directeur général de l'Administration où l'emploi est à conférer;

— membres :

cinq fonctionnaires du rang 13 au moins dont obligatoirement le fonctionnaire dirigeant le service où l'emploi est à conférer

Les membres de la Commission sont désignés par le Ministre.

La Commission délibérera valablement si cinq membres au moins sont présents.

L'avis est donné à la majorité simple des voix.

L'abstention est considérée comme un vote nul.

En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

En l'absence simultanée du président et du vice-président, la présidence est assurée par le fonctionnaire du rang 16 comptant la plus grande ancienneté dans le grade.

Art. 5. La durée du stage est d'un an.

A la fin du stage, le directeur général de l'Administration intéressée rédige un rapport final qu'il fait parvenir au Ministre. Ce rapport dont le modèle est fixé par le Ministre, conclut à une proposition motivée de nomination à titre définitif, à une proposition motivée de prolongation de stage pour une période maximum de trois mois ou à une proposition motivée de licenciement.

Ce rapport doit être communiqué au stagiaire qu'il concerne. Celui-ci vise et date ce rapport. Il le restitue le jour même. S'il estime que ce rapport n'est pas fondé, il le vise en conséquence, le date et le restitue dans les dix jours. Ce rapport est joint au dossier personnel du stagiaire.

Art. 6. Le stagiaire à charge duquel est formulée une proposition motivée de prolongation ou de licenciement peut, dans les dix jours, introduire une réclamation écrite auprès de son directeur général qui lui en accuse réception le jour même et la transmet au Ministre.

Aussitôt qu'il l'a reçue, le Ministre fait parvenir la réclamation à la Commission prévue à l'article 4 du présent arrêté. Celle-ci donne son avis au Ministre dans un délai maximum de deux mois à partir de la date de réception de la réclamation. Le Ministre prend sa décision dans le délai d'un mois à partir de la réception de l'avis.

Le stagiaire est, à sa demande, entendu par la Commission précitée. Il peut se faire assister par un avocat ou par un délégué d'une organisation syndicale représentative.

Art. 7. Le stagiaire qui a fait l'objet d'une proposition motivée de nomination à titre définitif, est nommé par Nous au grade pour lequel il s'est porté candidat.

Le stagiaire est également nommé par Nous au grade pour lequel il s'est porté candidat, si le Ministre rejette la proposition de licenciement.

Le stagiaire licencié par le Ministre, l'est moyennant au préavis de trois mois,

**Art. 8.** Les vacances d'emplois dans les fonctions spécialisées et les conditions de recrutement à ces emplois, sont portées à la connaissance du public par la voie du *Moniteur belge*.

#### CHAPITRE 3. — Dispositions générales

**Art. 9.** Les membres du personnel nommés à titre définitif, en application de l'article 7, ont la qualité d'agent des Services de l'Exécutif de la Communauté française et sont sans préjudice des dispositions du présent arrêté, soumis aux dispositions légales et statutaires applicables au personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française aux termes de l'article 87, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

**Art. 10.** Pour l'application de l'article 9 du présent arrêté, et sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, l'expérience utile exigée au recrutement est admise à concurrence de cinq ans pour le calcul du traitement du membre du personnel. Ces services sont rangés dans le groupe B.

#### PARTIE III. — Dispositions particulières relatives aux agents recrutés dans les fonctions spécialisées

**Art. 11. § 1.** Les agents des Services de l'Exécutif de la Communauté française, titulaires de l'un des grades du rang 10 repris ci-après dans la colonne de gauche, peuvent seuls être promus au grade du rang II qui figure en regard de leur grade :

Attaché au patrimoine culturel	Premier attaché au patrimoine culturel
Attaché littéraire	Premier attaché littéraire
Attaché théâtral	Premier attaché théâtral
Attaché pour la promotion des arts plastiques	Premier attaché pour la promotion des arts plastiques
Attaché pour la promotion musicale	Premier attaché pour la promotion musicale
Attaché pour la promotion cinématographique	Premier attaché pour la promotion cinématographique
Attaché chargé du contrôle et de la coordination des activités de promotion et de diffusion artistiques	Premier attaché chargé du contrôle et de la coordination des activités de promotion et de diffusion artistiques
Inspecteur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air	Inspecteur principal de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air
Inspecteur pour la culture	Inspecteur principal pour la culture

§ 2. Les agents des Services de l'Exécutif de la Communauté française, titulaires de l'un des grades du rang 11 repris ci-après dans la colonne de gauche, peuvent seuls être promus au grade du rang 13 qui figure en regard de leur grade :

Premier attaché au patrimoine culturel	Conseiller au patrimoine culturel
Premier attaché littéraire	Conseiller littéraire
Premier attaché théâtral	Conseiller théâtral
Premier attaché pour la promotion des arts plastiques	Conseiller pour la promotion des arts plastiques
Premier attaché pour la promotion musicale	Conseiller pour la promotion musicale
Premier attaché pour la promotion cinématographique	Conseiller pour la promotion cinématographique
Premier attaché chargé du contrôle et de la coordination des activités de promotion et de diffusion artistiques	Conseiller chargé du contrôle et de la coordination des activités de promotion et de diffusion artistiques

§ 3. Les promotions visées par le présent article sont conférées selon les règles de la carrière plane.

#### PARTIE IV. — Dispositions transitoires et finales

**Art. 12. § 1.** Par dérogation à l'article 11 du présent arrêté, les agents définitifs qui, à la date d'entrée en vigueur de celui-ci, sont titulaires d'un grade et/ou se trouvent dans la situation indiquée colonne 1 du tableau ci-après sont nommés au grade correspondant figurant à la colonne 2.

Colonne 1	Colonne 2
Attaché littéraire et théâtral	Attaché littéraire
Inspecteur pour la jeunesse et les loisirs	Inspecteur pour la culture
Inspecteur principal pour la jeunesse et les loisirs	Inspecteur principal pour la culture
Conseiller adjoint (Service de la jeunesse de la Direction générale de la jeunesse et des loisirs)	Conseiller adjoint (Service de la jeunesse de la Direction générale de la Culture - Direction d'administration de la jeunesse et de l'éducation permanente)
Conseiller (Service de la jeunesse de la Direction générale de la jeunesse et des loisirs)	Conseiller (Service de la jeunesse de la Direction générale de la Culture - Direction d'administration de la jeunesse et de l'éducation permanente)

§ 2. Les agents visés au 1er § bénéficient dans leur nouveau grade, de l'ancienneté acquise dans le grade délaissé, y compris pour l'application des règles de la carrière plane.

**Art. 13.** Le présent arrêté produit ses effets le 15 octobre 1983.

**Art. 14.** Notre Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 1er mars 1984.

Pour l'Exécutif de la Communauté française,  
Le Ministre-Président,

Ph. MOUREAUX

VERTALING

N. 84 — 616

#### I MAART 1984. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende sommige statutaire bepalingen in verband met de gespecialiseerde ambten in de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 6, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 september 1969;

Gelet op het advies van de Syndicale Raad van Advies van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Directieraad;

Gelet op het akkoord van Onze Minister-Voorzitter, belast met het Openbaar Ambt in de Executieve van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 februari 1982 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Overwegende dat de uitoefening van de bevoegdheden die aan de Executieve van de Franse Gemeenschap overgedragen zijn bij artikel 87 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, met zich meebrengt dat zij bijzondere of aanvullende statutaire bepalingen uitvaardigt, die met de bestaande bepalingen in de meeste ministeries en meer bepaald in de oorspronkelijke departementen van het overgehevelde personeel, overeenkomen;

Gelet op het advies van de Raad van State van 2 augustus 1983, waaruit voortvloeit dat de Executieve van de Franse Gemeenschap bevoegd is om de bij dit besluit bedoelde statutaire bepalingen uit te vaardigen;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1976, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat deze Executieve van de Franse Gemeenschap op 12 oktober 1983 de personeelsformatie van haar diensten vastgesteld heeft en dat de werking ervan de tenuitvoerlegging vereist van de procedures tot toekenning van de betrekkingen voor de gespecialiseerde ambten van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap;

Op de voordracht van Onze Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap en gelet op de beraadslaging van de Executieve op 28 februari 1984,

Besluiten :

#### DEEL I. — Oprichting van graden

Artikel 1. In de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap worden opgericht :

a) in rang 14 :

de graad van eerste adviseur voor de sportdiensten;

b) in rang 13 :

de graden van adviseur voor het cultureel patrimonium, adviseur voor letterkunde, adviseur voor toneel, adviseur voor de bevordering van de beeldende kunst, adviseur voor de bevordering van de muziek, adviseur voor de bevordering van de film, adviseur belast met de controle en de coördinatie van de activiteiten tot bevordering en verspreiding van de kunst, hoofdinspecteur;

c) in rang 12 :

de graad van eerstaanwendend inspecteur-hoofd van dienst;

d) in rang 11 :

de graden van eerstaanwendend inspecteur voor lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens, eerstaanwendend inspecteur voor cultuur, eerste attaché voor het cultureel patrimonium, eerste attaché voor letterkunde, eerste attaché voor toneel, eerste attaché voor de bevordering van de beeldende kunst, eerste attaché voor de bevordering van de muziek, eerste attaché voor de bevordering van de film, eerste attaché belast met de controle en de coördinatie van de activiteiten tot bevordering en verspreiding van de kunst;

e) in rang 10 :

de graden van inspecteur voor lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens, inspecteur voor cultuur, attaché voor het cultureel patrimonium, attaché voor letterkunde, attaché voor toneel, attaché voor de bevordering van de beeldende kunst, attaché voor de bevordering van de muziek, attaché voor de bevordering van de film, attaché belast met de controle en de coördinatie van de activiteiten tot bevordering en verspreiding van de kunst.

#### DEEL II. — Grad en aanwervingsvoorwaarden in de gespecialiseerde ambten van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap

##### HOOFDSTUK I. — Bepalingen

Art. 2. § 1. Voor de toepassing van dit deel II worden de volgende graden als aanwervingsgraden in de gespecialiseerde ambten van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap beschouwd :

Attaché voor het cultureel patrimonium;

Attaché voor letterkunde;

Attaché voor toneel;

Attaché voor de bevordering van de beeldende kunst;

Attaché voor de bevordering van de muziek;

Attaché voor de bevordering van de film;

Attaché belast met de controle en de coördinatie van de activiteiten tot bevordering en verspreiding van de kunst;

Inspecteur voor cultuur;

Inspecteur voor lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens;

Adjunct-adviseur (Dienst voor de Jeugd van de Algemene Directie voor Cultuur — Bestuursdirectie voor de jeugd en de permanente vorming).

Voor deze ambten wordt geen rekening gehouden met de prioriteiten verleend door de wet van 3 augustus 1919 — 27 mei 1947.

§ 2. Onze Minister-Lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap die het personeel in zijn bevoegdheid heeft, wordt hieronder de Minister genoemd.

##### HOOFDSTUK II

##### Aanwerving, stage en benoeming in vast verband

Art. 3. § 1. Niemand mag toegelaten worden tot de stage met het oog op de benoeming tot één van de gespecialiseerde ambten genoemd in artikel 2 van dit besluit indien hij aan de voorwaarden die bepaald zijn in artikel 16, lid 1, 1° tot 4°, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel zoals het gewijzigd werd, alsook aan de volgende voorwaarden niet voldoet :

1. Lichamelijk geschikt zijn in de zin van het koninklijk besluit van 1 december 1964, betreffende de controle op de lichamelijke geschiktheid vereist van gegadigden voor bepaalde overheidsbetrekkingen;

2. a) Voor het ambt van attaché voor het cultureel patrimonium :

1° het diploma bezitten van licentiaat in de kunstgeschiedenis en oudheidkunde en het bewijs leveren van vijf jaar nuttige ervaring in verband met het openstaande ambt;

of

2° het diploma van ingenieur-architect en het bewijs leveren van vijf jaar nuttige ervaring in verband met het openstaande ambt;

of, indien hij deze diploma's niet bezit,

3° het diploma van architect en het bewijs leveren van acht jaar nuttige ervaring in verband met het openstaande ambt.

b) Voor het ambt van attaché voor letterkunde en toneel :

1° het diploma bezitten van licentiaat in de Romaanse filologie, de klassieke of de Germaanse filologie en het bewijs leveren van vijf jaar nuttige ervaring in verband met het openstaande ambt; of, indien hij deze diploma's niet bezit,

2° het diploma van licentiaat in de rechten en het bewijs leveren van vijf jaar nuttige ervaring in verband met het openstaande ambt;

of, indien hij deze diploma's niet bezit,

3° het gehomologeerd of erkend diploma of getuigschrift van hoger secundair onderwijs en het bewijs leveren van acht jaar nuttige ervaring in verband met het openstaande ambt.

c) Voor het ambt van attaché voor de bevordering van de beeldende kunst :

1° het diploma bezitten van licentiaat in de geschiedenis, de kunstgeschiedenis en oudheidkunde of in de letteren en wijsbegeerte en het bewijs leveren van vijf jaar nuttige ervaring in verband met het openstaande ambt;

of, indien hij deze diploma's niet bezit,

2° het gehomologeerd of erkend diploma of getuigschrift van hoger secundair onderwijs en het bewijs leveren van acht jaar nuttige ervaring in verband met het openstaande ambt.

d) Voor het ambt van attaché voor de bevordering van de muziek :

1° een universitair diploma bezitten van vier jaar studie die een specialisatie in de musicologie omvat en het bewijs leveren van vijf jaar nuttige ervaring in verband met het openstaande ambt;

of, indien hij deze diploma's niet bezit,

2° het gehomologeerd of erkend diploma of getuigschrift van hoger secundair onderwijs en het bewijs leveren van acht jaar nuttige ervaring in verband met het openstaande ambt.

e) Voor het ambt van attaché voor de bevordering van de film :

1° een diploma bezitten waarmee men toegelaten wordt tot de ambten van niveau 1 van het rijkspersoneel en het bewijs leveren van vijf jaar nuttige ervaring in verband met het openstaande ambt;

of

2° een diploma uitgereikt door een school voor hoger technisch onderwijs ingedeeld bij de 3e graad of door een school waar de lange cyclus van het hoger onderwijs bestaat met een specialiteit op het gebied van de film, of een diploma uitgereikt door een hogere kunstschool met een specialisatie op het gebied van de film, en het bewijs leveren van vijf jaar nuttige ervaring in verband met het openstaande ambt;

of, indien hij deze diploma's niet bezit,

3° het gehomologeerd of erkend diploma of getuigschrift van hoger secundair onderwijs en het bewijs leveren van acht jaar nuttige ervaring in verband met het openstaande ambt.

f) Voor het ambt van attaché belast met de controle en de coördinatie van de activiteiten tot bevordering en verspreiding van de kunst :

1° een diploma bezitten waarmee men toegelaten wordt tot de ambten van niveau 1 van het rijkspersoneel en het bewijs leveren van vijf jaar nuttige ervaring in verband met het openstaande ambt;

of, indien hij deze diploma's niet bezit,

2° één van de diploma's bepaald bij artikel 4, 4°, van de wet van 22 juli 1963 houdende oprichting van een Instituut voor bedrijfsrevisoren, gewijzigd door de wet van 10 juli 1956 of door de besluiten genomen ter uitvoering van deze wet en het bewijs leveren van vijf jaar nuttige ervaring in verband met het openstaande ambt.

g) Voor het ambt van inspecteur voor de cultuur :

1° een diploma bezitten waarmee men toegelaten wordt tot de ambten van niveau 1 van het rijkspersoneel en het bewijs leveren van vijf jaar nuttige ervaring in verband met het openstaande ambt;

of, indien hij deze diploma's niet bezit,

2° het gehomologeerd of erkend diploma of getuigschrift van hoger secundair onderwijs en het bewijs leveren van acht jaar nuttige ervaring in verband met het openstaande ambt.

h) Voor het ambt van inspecteur voor lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens :

1° het diploma bezitten van licentiaat in de lichamelijke opvoeding en het bewijs leveren van vijf jaar nuttige ervaring in verband met het openstaande ambt;

of, indien hij deze diploma's niet bezit,

2° het diploma bezitten van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs (afdeling lichamelijke opvoeding) en het bewijs leveren van acht jaar nuttige ervaring in verband met het openstaande ambt.

i) Voor het ambt van adjunct-adviseur (Dienst Jeugd van de Algemene Directie voor Cultuur) — Bestuursdirectie voor de jeugd en de permanente vorming :

1° een diploma bezitten waarmee men toegelaten wordt tot de ambten van niveau 1 van het rijkspersoneel en het bewijs leveren van vijf jaar nuttige ervaring in verband met het openstaande ambt.

§ 2. De Minister bepaalt de nuttige ervaring vereist voor het openstaande ambt en de wijze waarop deze nuttige ervaring bewezen wordt.

Art. 4. De kandidaten worden tot de stage toegelaten door de Minister. Deze wint vooraf het advies in van een door Ons opgerichte commissie die de diploma's en getuigschriften, de bekwaamheid en de aanleg van de kandidaten moet onderzoeken.

De commissie verstrekt aan de Minister een gemotiveerd advies binnen een termijn van een maand te rekenen van de datum waarop de Minister het advies heeft gevraagd.

Deze commissie is samengesteld als volgt :

Voorzitter :

De secretaris-generaal van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap;

Ondervoorzitter :

De directeur-generaal van het bestuur waar het ambt vacant is;

Leden :

Vijf ambtenaren van ten minste rang 13 onder wie de ambtenaar moet voorkomen belast met de leiding van de dienst waar het ambt vacant is.

De commissieleden worden door de Minister aangesteld.

De commissie beraadslaagt en beslist op geldige wijze indien ten minste vijf leden aanwezig zijn.

Het advies wordt met gewone meerderheid van stemmen gebracht.

Onthouding wordt beschouwd als een nietige stem.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

Als de voorzitter en de ondervoorzitter beiden afwezig zijn, wordt de voorzitter de ambtenaar van rang 16 met de meeste graadanciënnitelt.

Art. 5. De stage duurt één jaar.

Op het einde van de stage stelt de directeur-generaal van het betrokken bestuur een eindverslag op dat hij naar de Minister stuurt. In dit verslag, waarvan het model door de Minister is bepaald, wordt een gemotiveerd voorstel gedaan tot benoeming in vast verband, tot verlenging van de stage voor een periode van ten hoogste drie maanden, of tot afdanking.

Dit verslag moet meegedeeld worden aan de stagiair op wie het betrekking heeft. Deze viseert en dateert het en zendt het dezelfde dag terug. Indien hij van oordeel is dat dit verslag ongegrond is, viseert hij het in die zin, dateert het en zendt het binnen 10 dagen terug. Dit verslag wordt bij het persoonlijk dossier van de stagiair gevoegd.

Art. 6. De stagiair voor wie een gemotiveerd voorstel tot verlenging van de stage of tot afdanking is gedaan, kan binnen 10 dagen een bezwaarschrift indienen bij zijn directeur-generaal, die bericht hem er de ontvangst van de dag zelf en zendt het bezwaarschrift door naar de Minister.

Zodra de Minister het ontvangen heeft, stuurt hij het bezwaarschrift naar de in artikel 4 van dit besluit bepaalde commissie. Deze geeft haar advies aan de Minister te kennen binnen een termijn van ten hoogste twee maanden te rekenen vanaf de datum van de ontvangst van het bezwaarschrift. De Minister neemt zijn beslissing binnen een termijn van een maand te rekenen vanaf de ontvangst van het advies.

De stagiair wordt op zijn verzoek gehoord door de voornoemde commissie. Hij kan zich laten bijstaan door een advocaat of door een afgevaardigde van een representatieve vakvereniging.

Art. 7. De stagiair voor wie een gemotiveerd voorstel van benoeming in vast verband is gedaan, wordt door Ons benoemd in de graad waarvoor hij zich kandidaat gesteld heeft.

De stagiair wordt eveneens door Ons benoemd in de graad waarvoor hij zich kandidaat gesteld heeft, indien de Minister het voorstel tot afdanking verwerpt.

De stagiair wordt door de Minister afgedankt met een opzeggingstermijn van drie maanden.

Art. 8. De openstaande betrekkingen in de gespecialiseerde ambten en de aanwervingsvoorwaarden voor deze ambten worden in het Belgisch Staatsblad ter kennis gebracht van het publiek.

HOOFDSTUK III. — Algemene bepalingen

Art. 9. De personeelsleden die bij toepassing van artikel 7 benoemd zijn in vast verband, zijn personeelsleden van de Diensten van de Executieve van de Franse gemeenschap en zijn, onverminderd de toepassing van de bepalingen van dit besluit, onderworpen aan de wettelijke en statutaire bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap tijdens artikel 87, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 10. Voor de toepassing van artikel 9 van dit besluit en onverminderd de bepalingen van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, wordt voor de berekening van de wedde van het personeelslid rekening gehouden met een nuttige ervaring bij de aanwerving van vijf jaar. Deze diensten worden ingedeeld bij groep B.

**DEEL III. — Bijzondere bepalingen  
betreffende de ambtenaren  
aangeworven in de gespecialiseerde ambten**

**Art. 11. § 1.** De ambtenaren van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap die titularis zijn van één van de hiëroonder in de linkerkolom opgenomen graden van rang 10 mogen enkel bevorderd worden tot de graad van rang 11 die naast hun graad voorkomt :

Attaché voor het cultureel patrimonium	Eerste attaché voor het cultureel patrimonium
Attaché voor letterkunde	Eerste attaché voor letterkunde
Attaché voor toneel	Eerste attaché voor toneel
Attaché voor de bevordering van de beeldende kunst	Eerste attaché voor de bevordering van de beeldende kunst
Attaché voor de bevordering van de muziek	Eerste attaché voor de bevordering van de muziek
Attaché voor de bevordering van de film	Eerste attaché voor de bevordering van de film
Attaché belast met de controle en de coördinatie van de activiteiten tot bevordering en verspreiding van de kunst	Eerste attaché belast met de controle tot bevordering en verspreiding van de kunst
Inspecteur voor lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens	Eerststaanwend inspecteur voor lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens
Inspecteur voor cultuur	Eerststaanwend inspecteur voor cultuur

**§ 2.** De ambtenaren van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap die titularis zijn van één van de hiëroonder opgenomen graden van rang 11 in de linkerkolom, mogen enkel bevorderd worden tot de graad van rang 13 die naast hun graad voorkomt :

Eerste attaché voor het cultureel patrimonium	Adviseur voor het cultureel patrimonium
Eerste attaché voor letterkunde	Adviseur voor letterkunde
Eerste attaché voor toneel	Adviseur voor toneel
Eerste attaché voor de bevordering van de beeldende kunst	Adviseur voor de bevordering van de beeldende kunst
Eerste attaché voor de bevordering van de muziek	Adviseur voor de bevordering van de muziek

Eerste attaché voor de bevordering van de film  
Eerste attaché belast met de controle en de coördinatie van de activiteiten tot bevordering en verspreiding van de kunst.

Adviseur voor de bevordering van de film  
Adviseur belast met de controle en de coördinatie van de activiteiten tot bevordering en verspreiding van de kunst

**§ 3.** De bevorderingen bedoeld in dit artikel worden volgens de regels van de vlakke loopbaan toegekend.

**DEEL IV. — Overgangs- en slotbepalingen**

**Art. 12. § 1.** In afwijking van artikel 11 van dit besluit, worden de vastbenoemde ambtenaren die, op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit, titularis zijn van een graad en/of zich in de toestand bevinden zoals aangegeven in kolom 1 van de hiernavolgende tabel, benoemd tot de in kolom 2 opgenomen overeenstemmende graad.

Kolom 1	Kolom 2
Attaché voor letterkunde en toneel	Attaché voor letterkunde
Inspecteur voor jeugd- en vrijetijdsbesteding	Inspecteur voor cultuur
Eerststaanwend inspecteur voor jeugd- en vrijetijdsbesteding	Eerststaanwend inspecteur voor cultuur
Adjunct-adviseur (Dienst voor de Algemene Directie jeugd en vrijetijdsbesteding)	Adjunct-adviseur (Dienst voor de jeugd van de Algemene Directie voor Cultuur — Bestuursdirectie voor de jeugd en de permanente vorming)
Adviseur (Dienst voor de jeugd van de Algemene Directie jeugd en vrijetijdsbesteding).	Adviseur (Dienst voor de jeugd van de Algemene Directie voor Cultuur — Bestuursdirectie voor de jeugd en de permanente vorming)

**§ 2.** De in § 1 bedoelde ambtenaren genieten in hun nieuwe graad van de anciënniteit, verworven in de verlaten graad, alsmede van de toepassing van de regels van de vlakke loopbaan.

**Art. 13.** Dit besluit heeft uitwerking op 15 oktober 1983.

**Art. 14.** Onze Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 1 maart 1984.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap,  
De Minister-Voorzitter,  
Ph. MOUREAUX

F. 84 — 617

**1er MARS 1984. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française  
portant création du service social des Services de l'Exécutif de la Communauté française**

Nous, Exécutif de la Communauté française;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87;

Vu l'avis du Comité de consultation syndicale des Services de l'Exécutif de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord de Notre Ministre-Président compétent en matière budgétaire et chargé de la Fonction publique au sein de l'Exécutif;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi ordinaire du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose de définir sans tarder les règles relatives à la création d'un service social spécifique aux Services de l'Exécutif de la Communauté française, qui permette à tous les agents de ces services de bénéficier d'avantages équivalents, à la différence de la situation existant à ce jour en vertu de

l'article 2 de l'arrêté royal du 30 juin 1982 fixant les règles complémentaires pour le transfert des membres du personnel des ministères de la Communauté française, de la Communauté flamande et de la Région wallonne à leur Exécutif respectif;

Sur la proposition de Notre Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française et vu la délibération de l'Exécutif du 28 février 1984,

Arrêtons :

**Article 1er.** Un service social est créé au sein des Services de l'Exécutif de la Communauté française.

Ce service social figure parmi les attributions de Notre Ministre qui a le personnel dans ses compétences, ci-après dénommé « le Ministre »; il en arrête l'organisation et le fonctionnement.

**Art. 2.** Les activités du service social comportent en ordre principal :

A. *au plan individuel :*

1° l'aide individuelle sur les plans matériel, juridique et psychosocio-médico-social;